Volume 17 Issue 10
Originally issued as B2

Global Journal of Management and Business Research: B
Economics and Commerce
Volume 17 Issue 2 Version 1.0 Year 2017
Type: Double Blind Peer Reviewed International Research Journal
Publisher: Global Journals Inc. (USA)
Online ISSN: 2249-4588 & Print ISSN: 0975-5853

Impact Du Commerce Exterieur Sur L'efficacite De L'aide Publique Au Developpement: Cas Du Cameroun

By Dazoue Dongue Guy Paulin

FSEG de l'Université de Maroua

Abstract- L'Afrique sub-saharienne en est la principale région bénéficiaire de l'APD. Elle est également la région où la pauvreté augmente le plus. La raison le souvent évoquée pour expliquer l'inefficacité de l'aide au développement est la mauvaise gouvernance des pays bénéficiaires. Pourtant, il parait que l'inefficacité de l'APD est due à une incohérence des politique d'aide publique au développement et les autres politiques des pays du Nord à l'égard des Pays du Sud. Pour élucider ce paradoxe, une étude empirique est menée sur impact du commerce extérieur sur l'efficacité de l'aide publique au développement. A partir des données de WDI(2016) pour la période 1985 à 2014, l'estimation du modèle économétrique par la Méthode des Moments Généralisés(MMG) révèle que l'ouverture commerciale impacte négativement et de façon significative l'efficacité de l'APD du Cameroun. Plus le pays est ouvert aux échanges commerciaux internationaux moins son APD est efficace.si le Cameroun cesse d'échange avec l'extérieur, une augmentation de 1% de son volume d'APD entrainerait une augmentation de la croissance économique de 2, 36%.

Keywords: *aide publique au développement, commerce nord-sud, efficacité de l'apd, cohérence des politiques pour le développement(CPD).*

GJMBR-B Classification: *JEL Code: P35*



Strictly as per the compliance and regulations of:

© 2017. Dazoue Dongue Guy Paulin. This is a research/review paper, distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-Noncommercial 3.0 Unported License http://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/), permitting all non-commercial use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Impact Du Commerce Exterieur Sur L'efficacite De L'aide Publique Au Developpement: Cas Du Cameroun

Dazoue Dongue Guy Paulin

Resume- L'Afrique sub-saharienne en est la principale région bénéficiaire de l'APD. Elle est également la région où la pauvreté augmente le plus. La raison le souvent évoquée pour expliquer l'inefficacité de l'aide au développement est la mauvaise gouvernance des pays bénéficiaires. Pourtant, il parait que l'inefficacité de l'APD est due à une incohérence des politique d'aide publique au développement et les autres politiques des pays du Nord à l'égard des Pays du Sud. Pour élucider ce paradoxe, une étude empirique est menée sur impact du commerce extérieur sur l'efficacité de l'aide publique au développement. A partir des données de WDI(2016) pour la période 1985 à 2014, l'estimation du modèle économétrique par la Méthode des Moments Généralisés(MMG) révèle que l'ouverture commerciale impacte négativement et de façon significative l'efficacité de l'APD du Cameroun. Plus le pays est ouvert aux échanges commerciaux internationaux moins son APD est efficace.si le Cameroun cesse d'échange avec l'extérieur, une augmentation de 1% de son volume d'APD entrainerait une augmentation de la croissance économique de 2, 36%. Avec un taux de 13,03% d'ouverture commerciale, l'efficacité de l'APD est nulle, au dessus de cette valeur l'APD devient inefficace. Le Cameroun ayant une balance commerciale structurellement déficitaire, nos conclusions plaident pour la cohérence de la politique d'aide publique au développement et la politique commerciale des pays du Nord à l'égard du Cameroun.

Motsclés: aide publique au développement, commerce nord-sud, efficacité de l'apd, cohérence des politiques pour le développement(cpd).

I. Contexte De L'étude

Avec la fin de la Guerre Froide, l'aide au développement a perdu les soutiens et les justifications qu'elle y trouvait. La fidélisation des pays du Tiers Monde ne sont plus perçues comme un enjeu essentiel par les décideurs politiques pour l'octroi de l'aide. En outre, l'augmentation de la pauvreté, parallèlement à la politique d'aide au développement ainsi que les problèmes liés à l'endettement des pays aidés vont dans les années 1990, conduire l'aide dans une crise de légitimité sans précédent avec diminution du volume d'aide octroyée aux pays en développement au cours de ces années. Cet affaiblissement a rendu plus audibles les critiques de toutes sortes sur l'aide publique au développement:

- Critique libérale, qui accuse l'aide de distordre les marchés, de déresponsabiliser les gouvernements et d'emprisonner les États bénéficiaires dans la dépendance à l'égard des subsides internationaux ;
- Critique marxiste, pour laquelle l'aide publique au développement s'est faite le vecteur de la globalisation et de la libéralisation économique des pays en développement au détriment de ces derniers;
- Critique managériale, qui relève l'inefficacité de l'aide publique au développement en comparant les volumes engloutis au cours des décennies avec les résultats obtenus; particulièrement en Afrique subsaharienne.

Dans cette conjoncture défavorable à l'aide internationale, la Banque Mondiale a relancé le débat sur l'efficacité de l'aide publique au développement avec la publication de son rapport « Assessing Aid » (1998) fondé sur les travaux de Burnside et Dollar (1997). Ce rapport soutient que l'efficacité de l'aide en matière de croissance dépend de la qualité des politiques économiques des pays en développement. L'aide au développement devrait rendre dynamique l'activité économique dans les pays récipiendaires, entraîner des progrès sociaux, soulager la souffrance des populations pauvres, soutenir le développement de façon durable.

Que ce soit la Banque mondiale, le FMI ou encore certaines agences de développement des pays du Nord, tous suivent le concept selon lequel l'aide publique au développement ne peut être efficace dans la réduction de la pauvreté que si le pays a des politiques économiques saines. Sises politiques sont mauvaises, alors ils ne recevront plus ou très peu d'aide Publique au développement malgré le besoin des populations. En effet, l'efficacité conditionnelle apporte la justification quant au choix des pays à aider et les montants à octroyer. Ce modèle plaît aux pays industrialisés et aux organismes de l'aide multilatérale qui ne se gênent pas pour sélectionner les pays en fonction de la qualité de leurs politiques économiques dans le but de réduire le plus possible la pauvreté. Et pourtant dans le business de l'aide publique au développement, la plupart des pays industrialisés du Nord paraissent s'être placés eux-mêmes dans une impasse quant à leur crédibilité auprès des

Author: Enseignant–chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Maroua-Cameroun BP: 46 Maroua - Cameroun. e-mail: dazoue_guy@yahoo.fr

© 2017 Global Journals Inc. (US)

observateurs de l'économie du développement et des populations des pays en développement. Celle-ci, et c'est bien connu aujourd'hui, se trouve au plus bas dans la plupart des pays occidentaux. La cause première de cette perte de confiance se trouve dans les politiques incohérentes, presque anarchiques, des pays du nord. En effet certaines politiques publiques des pays du Nord effacent parfois l'impact positif de l'aide publique au développement. « A quoi sert-il par exemple d'aider les pays pauvres à améliorer leurs capacités d'exportation si, dans le même temps, les nations développées maintiennent leurs barrières commerciales » (Charnoz et Severino, 2007) ?

On s'inquiète par exemple du fait que les politiques commerciales ou migratoires des pays du Nord fassent supporter un coût très important aux pays qui reçoivent le plus d'aide publique au développement; réduisant à la fois la lisibilité et l'efficacité de l'aide internationale. Quand on examine la situation pays par pays, certains cas semblent effectivement porter la marque de sérieuses incohérences. Celles-ci concernent au premier chef l'articulation entre politiques d'aide publique au développement et les politiques commerciales. En effet, certains pays largement bénéficiaires de l'aide publique au développement doivent faire face à des protections commerciales particulièrement importantes. D'un côté, les pays africains à faible revenu producteurs de coton par exemple sont confrontés à des cours internationaux déprimés et aux distorsions provoquées par les subventions accordées aux producteurs des pays développés ; de l'autre coté, les mêmes pays africains reçoivent une aide internationale pour réformer et doper leurs capacités de production de coton. L'Union Europeénne est favorable à une aide budgétaire aux pays concernés pour financer un fonds de stabilisation afin de préserver les filières de production plutôt que de chercher une régulation du marché international qui réduise les distorsions. Bien que le droit de douane moyen appliqué par les pays du Nord aux produits du Sud ait diminué depuis les années 1980, des pics tarifaires et des barèmes progressifs perdurent. Ils frappent surtout des secteurs pour lesquels les pays en développement détiennent des avantages comparatifs à savoir les produits agricoles. Les barrières non tarifaires sont également un moyen de mettre des entraves au commerce. Cela va de l'instauration de normes aux difficultés administratives en passant par des standards. Bien que l'on puisse penser qu'il soit cohérent de compenser les pays auxquels on ferme ses portes, il semble clair qu'une telle combinaison de politiques revient à interdire aux pays pauvres les moyens de s'affranchir de leur dépendance vis-à-vis de l'aide internationale. Selon une étude empirique de Cogneau et Lambert (2006), des pays pauvres comme le Nicaragua ou le Honduras spécialisés dans les exportations de sucre bénéficient d'une aide par tête importante mais sont taxés de façon exceptionnellement élevée (entre 4.5 et 6.9 points de plus que ce qu'ils devraient supporter s'ils étaient confrontés aux droits de douane moyen de leurs concurrents). Le cas du Malawi est un autre exemple concret : ce pays touche une aide internationale représentant 4.9 pour cent de son PIB mais est confronté à un taux de taxation sur ses exportations supérieur de 9 points à la moyenne de se Il est au premier chef essentiel qu'ils s'engagent dans une libéralisation accélérée de leurs marchés dans les domaines où les PED ont encore un avantage comparatif (textiles et agriculture notamment). le rapport Oxfam en 2002 note que les barrières mises en œuvre par les pays riches à l'encontre des exportations des pays pauvres coûte à ces derniers 100 milliards de dollars par an, c'est-à-dire deux fois plus qu'ils ne reçoivent au titre de l'APD.

Par ailleurs, suite à l'unification accélérée des marchés et des règles de concurrence depuis les années 1980, le nombre de normes imposées à tous les acteurs économiques a explosé. Ces normes concernent entre autre le sanitaire, l'environnemental, le social, l'éthique. L'équilibre entre la nécessité de diffuser certaines règles et la revendication des pays pauvres à se développer dans des conditions environnementales et sociales comparables à celles des pays riches au moment de leur décollage économique est difficile à trouver. C'est ainsi qu'en 2013 plusieurs tonnes de cacao camerounais a été refoulées sur le marché de l'Union européens pour non respect des normes.

Les pays du Nord protègent surtout les produits pour lesquels les pays du Sud ont des avantages comparatifs (riz, coton, sucre, etc.). Pour illustrer ce problème, plusieurs petits exemples sont présentés. Le premier est le cas des poulets congelés. Ces poulets de deuxième choix provenant d'Europe sont subventionnés et par conséquent peuvent être écoulés à prix cassé sur les marchés africains. Les ménagères ne demandent pas mieux pour nourrir leur grande famille. Mais les éleveurs locaux n'arrivent pas à écouler leurs marchandises et finissent par abandonner la partie. Une opinion au Cameroun soutient que la recrudescence de la grippe aviaire au Cameroun serait une manière de justifier plus tard la réouverture de la frontière camerounaise à ces poulets suite aux chantages des pays du Nord.

On est passé, en quelques décennies, d'une vision un peu caricaturale de l'aide au développement comme simple source de financement externe, à la vision néoclassique du mot d'ordre « trade, not aid » (le développement par le commerce plutôt que par l'aide), puis à une prescription plus sophistiquée, défendue par la Banque mondiale de « l'aide pour le commerce » (« aid for trade »). Cependant, c'est d'aide et de commerce dont ont besoin les pays pauvres, d'où la nécessité de la cohérence entre la politique d'aide

© 2017 Global Journals Inc. (US)

publique au développement et la politique commerciale des pays riches en faveur des pays pauvres.

La signature de l'Accord de Partenariat Economique (APE) entre le Cameroun et l'Union Européenne aura des impacts forts sur l'économie camerounaise. Une étude du MINEPAT en 2013, montre des pertes cumulées de recettes non pétrolières de 547,7 milliards sur la période 2010-2020, dont 459,6 milliards entre 2015 et 2020. Ce gap représenterait en moyenne 0,4% du PIB sur cette dernière période, et cette situation aggraverait le besoin de financement de l'économie qui passerait de 216,3 milliards en 2010, à 1 167,5 milliards en 2020 ». Le MINFI quant à lui, évalue les pertes en termes de recettes fiscales à 1 330 milliards de perte cumulée en 2023 et 2470 milliards en 2030.

Le plan d'adaptation de l'économie camerounaise étant évalué à 2500 milliards, en perspective à ces accords pour le renforcement du tissu économique à travers l'amélioration de la compétitivité des entreprises camerounaises. En l'absence des recettes générées par les droits de douanes, les pouvoirs publics sont dans la recherche de la solution la plus optimale, c'est-à-dire celle qui permettra à l'Etat au mieux de maintenir le même niveau de recettes et de poursuivre son plan d'investissement qui à terme, ferra du Cameroun un pays émergent à l'Horizon 2035. Cette solution ne peut que résider soit dans l'élargissement de l'assiette fiscale, soit dans l'agrandissement de la base fiscale. Toute chose restant égale par ailleurs.

La solution qui induira moins d'effets pervers est celle de l'élargissement de l'assiette fiscale. Le secteur informel représente près de 80% de l'économie nationale. Si l'on veut élargir l'assiette fiscale, il faudra à court et à moyen terme, faciliter la migration des 3 635 Unités de Production Informelles recensées lors de la deuxième Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI2 de 2010), vers le secteur formel. Mais la faible productivité et la faible compétitivité des entreprises camerounaises (115e pays sur 148 au classement 2013 du World Economic Forum) ne peuvent pas leur permettre en l'état actuel de faire concurrence avec les économies développées. Conséquence, si rien n'est fait dans le sens de renforcer cette compétitivité, l'économie nationale sera paralysée et la croissance plombée du fait de l'incapacité des entreprises nationales à créer plus de richesses et plus d'emplois. L'émergence de la chine par exemple s'est traduit par l'augmentation des exportations de la Chine vers les pays africaines et parallèlement par une augmentation de l'aide publique au développement de la Chine vers l'Afrique. Ceci semble synchroniser avec les propos du Robert McNamara, alors président de la Banque mondiale, dans son discours prononcé, le 30 septembre 1968: « La part des fonds apportés par l'aide (APD) qui reste dans les pays en développement est très faible. Pratiquement, tout l'argent octroyé retourne rapidement aux pays riches sous forme de produits achetés chez eux. » . L'objectif général de ce travail est d'étudier la cohérence pour le développement économique entre l'aide publique au développement et les échanges commerciaux des pays développés à l'égard du Cameroun. Ceci se fera en appréciant l'impact du commerce extérieur sur l'efficacité de l'aide publique au développement du Cameroun.

II. Revue De La Littérature

Plusieurs travaux porte sur l'efficacité de l'aide publique au developpement. Severino J-M. et al., (2010), Séverine B., (2004), Rajan R. G. et Subramanian A., (2008). Nafiou M., (2009).les resultats de ses travaux montrent que l'aide publique est: efficace ou inefficace d'une part alors que d'autres travaux parlent d'une efficacité conditionnelle.

Dollar et Easterly (1999) corroborent cette assertion et renchérissent que dans un environnement crédible, l'aide favorise l'investissement privé et que le rapport entre ces deux variables dépend de la qualité de la politique économique.

De même, Burnside et Dollar (2000), Lensink et White (2000) tout comme Collier et Dollar (2002) mettent en exergue l'efficacité de l'APD. Ils font une étude interactive entre l'aide, la politique et la croissance Il ressort de leurs études que l'aide a un effet positif sur la croissance dans un environnement politique sain alors que ce n'est pas le cas dans un environnement politique malade. Selon ces auteurs, l'efficacité de l'aide dépend de la qualité de la politique économique du pays récipiendaire. Il faut d'après eux cibler uniquement les pays pauvres ayant des politiques économiques saines pour maximiser l'efficacité de l'aide. L'étude de Burnside et Dollar (2000) porte sur un échantillon de 56 PED, pour des sous périodes de 4 ans allant de 1970 à 1993. La méthode des moindres carrés à deux étapes est utilisée pour estimer les équations de ces variables simultanément. Elle est représentée à travers les analyses économétriques intégrant trois variables explicatives de politique économique: l'inflation, le surplus budgétaire et la politique d'ouverture. Les résultats obtenus sont présentés ainsi: *POL = 1,28 + 6,85. Surplus budgétaire – 1,40. Inflation + 2,16. Politique d'ouverture commerciale*.

La variable POL est alors introduite dans l'équation ci-après ayant pour variable dépendante « CROISSANCE » :

*CROISSANCE = - 0,60 (Revenu initial par habitant) + 0,71 (POL) – 0,021 (Aide / PIB) + 0,19 (Aide / PIB) *POL + gX* où gX est un ensemble de variable de contrôle.

Ces résultats révèlent que la variable explicative Aide / PIB n'est pas significative, ce qui signifie que l'aide toute seule n'a pas d'impact sur la croissance. Toutefois, si on associe à cette variable explicative une variable politique Aide / PIB * POL, alors, celle-ci devient

© 2017 Global Journals Inc. (US)

très significative et ainsi, elle aura un effet positif sur la croissance.

Lensink et White (2000) ainsi que Collier et Dollar (2002)utilisent les mêmes indicateurs de la politique économique que Burnside et Dollar (2000).Néanmoins, Collier et Dollar (2002)soulignent d'une part que l'impact total de l'aide est grand par rapport à celui suggéré par l'analyse de Burnside et Dollar (2000). D'autre part, ils révèlent que la sensibilité de l'aide à la politique est plus variable, c'est-à-dire qu'une variation de l'aide d'un point de pourcentage entraine la variation du taux de croissance de 0,6 point de pourcentage dans des pays avec de bonnes politiques économiques. Ce taux est de 0,4 point pour les pays avec des politiques économiques moyennes et de 0,2 pour les pays avec des politiques économiques faibles stéris paribus.

Burnside et Dollar (2000) illustrent leur résultat à travers le graphique ci-dessous. Le taux de croissance moyen de chaque groupe semble dépendre de l'interaction qui existe entre l'aide et les politiques. Ce graphique démontre que la qualité des politiques a un impact significatif sur la croissance.

Le modèle des précédents auteurs a fait l'objet d'importantes critiques (Saad, 2012). La sélectivité des pays receveurs d'une part et d'autre part l'échantillon de pays assez restreint ont été remis en question. De plus, l'indicateur de politique économique retenu par Burnside et Dollar ne fait pas l'unanimité car l'inflation ne serait pas une mesure de politique économique et que sa relation avec la croissance serait non linéaire. Quant au surplus budgétaire, il ne serait pas un déterminant significatif de la croissance.

Suite à l'analyse de Burnside et Dollar, Dalgaard et al (2001) ont introduit en plus du terme interactif de l'aide avec l'indicateur de politique économique Aide * POLt, un terme interactif de l'aide avec la qualité initiale de ces politiques Aide * POL(t-1). Ils arrivent à la conclusion selon laquelle Aide * POLt est une variable significativement positive tandis que Aide * POL(t-1) est significativement négative.

Devarajan et al (2001) ont étudié la relation entre l'aide et les réformes dans 10 pays africains dont deux pays réformateurs (Ghana et Ouganda) où l'impact de l'aide a joué un rôle plus que positif et significatif. Ils considèrent toutefois que des montants d'aide relativement élevés, orientés vers les pays ayant de mauvaises politiques économiques ont tendance à perdurer ces mauvaises politiques.

Similairement, Denkabe (2003) cherche à déterminer l'impact de l'APD sur la croissance économique vis-à-vis de la politique économique. Comme mesure de cette dernière, il a retenu l'ouverture commerciale, l'inflation et la balance fiscale. Grâce à la méthode des moments généralisés, il suggère qu'il existe un seuil d'APD en dessous duquel l'aide tend à avoir un impact positif sur la croissance mais au dessus duquel son effet est non positif sur la croissance. Ce seuil d'aide est fonction de la politique macroéconomique.

Tous ces résultat sont été contestés dans de nombreux travaux parmi lesquels ceux de Guillaumot et Chauvet (1999). Ces derniers affirment qu'une bonne politique macroéconomique a une influence positive sur la croissance, indépendamment de l'aide ou de l'environnement extérieur. Ils montrent que l'aide reste efficace même si on ne tient pas compte de la qualité de la politique économique.

D'après Lensink et Morrissey (2000), lorsque l'on prend en compte l'incertitude de l'APD, son impact sur la croissance devient significatif. Ils estiment donc une équation d'investissement juste pour montrer que l'impact de l'APD sur la croissance passe par l'investissement, en y ajoutant une variable relative à l'incertitude de l'APD. Pour estimer l'équation d'investissement, ils utilisent les valeurs moyennes de 88 PED, dont 43 pays africains entre 1970 et 1995. Leur résultat établit que l'APD a un impact significatif sur l'investissement seulement lorsque l'incertitude de l'APD est incluse dans l'équation mais reste non significatif lorsque seulement les pays africains sont considérés.

Dans l'une de leurs publications, Guillaumot et Chauvet (2001) montrent que l'aide est plus efficace dans les pays qui sont économiquement vulnérables. De plus ajouter cette nouvelle variable A*E entraine le terme interactif A*P à être négatif, significatif lorsqu'on utilise la méthode OLS (Ordinal Least Square) mais non significatif lorsque ce sont des techniques TSLS (Two Stage Least Square) qui sont utilisées. Les auteurs concluent que l'aide additionnelle doit-être donnée aux pays qui font face aux chocs externes. En outre ils pensent que les facteurs externes ont un impact sur la variable politique de telle sorte que les pays vulnérables aux chocs externes trouvent très pénible de maintenir des politiques saines.

Hansen et Tarp (2001) soutiennent l'idée de Guillaumot et Chauvet (1999). Grâce à la méthode des moments généralisés, ceux-ci stipulent que l'effet marginal de l'aide sur la productivité semble diminuer quand les flux d'aide augmentent. Ils ajoutent qu'il n'y a aucune relation entre l'aide et la politique économique. Tout comme Burnside et Dollar (2000), ces auteurs ont retenu trois variables pour indiquer la politique économique.

Dollar et Levin (2006) examinent dans quelle mesure l'APD bilatérale et multilatérale est sélective en termes de démocratie et de droits y compris les devoirs propres à la loi. Il ressort de leur étude grâce à l'estimation du « tobit » que l'assistance multilatérale est plus sélective que l'aide bilatérale destinée aux pays avec des bonnes règles de loi. D'après eux, l'aide bilatérale et multilatérale avait une relation significative et négative avec les règles loyales au cours de la période 1984-1989. De 2000 à 2003, celle-ci a changé et dès

© 2017 Global Journals Inc. (US)

lors, on observe une relation significative et positive pour l'aide multilatérale et un rapport positif mais statistiquement non significatif pour l'aide bilatéral vis-à-vis des règles loyales.

Dans une étude plus récente, Chauvet et Guillaumont (2007) révèlent que l'APD a un impact stabilisateur, premièrement sur la volatilité des exportations, deuxièmement et plus généralement sur la volatilité du revenu. Lorsque l'APD est pro cyclique, sa volatilité peut baisser voire même supprimer celles des investissements et du revenu. Par contre, lorsque l'APD est contra cyclique, sa volatilité a de la peine à agir sur celles des investissements et du revenu.

III. Methodologie De Recherche

a) Spécification du modèle

Burnside et Dollar (2000) ont émis l'hypothèse selon laquelle l'efficacité de l'aide est conditionnée par la politique économique, d'où l'introduction du terme interactif APD.POL pour vérifier cette hypothèse. Par ailleurs, Dollar et Easterly (1999), Lensking et White (2000), Hansen et Tarp (2001) tout comme Collier et Dollar (2002) pour ne citer que ceux-ci pensent également qu'une bonne politique économique dans un pays donné est une condition sine qua none pour obtenir un effet positif de l'aide sur la croissance économique. En d'autres termes, l'aide est plus efficace dans les pays avec de bonnes politiques économiques. Ils ont alors ajouté la variable interactive APD.POL dans le but de tester cette assertion.

$$Y_t = b_0 + b_1 Y_{t-1} + b_2 INV_t + b_3 OUV_t + b_4 INF_t + b_5 APD_t + b_6 APD^2_t + b_7 APD_t.POL_t + \varepsilon_t$$

Par contre, certains affirment que d'autres conditions en dehors de la politique économique sont primordiales dans la bonne marche de l'APD sur l'économie d'un pays. C'est le cas de Guillaumont et Chauvet (2001) pour qui l'aide est plus efficace dans les pays économiquement vulnérables. Il en est de même pour Dalgaard et al. (2001).

Etant donné que cette étude s'inspire de celle de Burnside et Dollar (2000), la variable POL dans le terme interactif APD.POL est désagrégée. Dans l'équation à estimer dans le but de vérifier si l'efficacité de l'aide est conditionnée par le niveau de l'ouverture commerciale.

L'équation dynamique à estimer est donc réécrite de la façon suivante:

$$Y_t = b_0 + b_1 Y_{t-1} + b_2 INV_t + b_3 OUV_t + b_4 INF_t + b_5 APD_t + b_6 APD^2_t + b_7 APD_t.OUV_t + \varepsilon_t$$

Le taux de croissance du PIB réel par habitant(Yt) est la variable endogène ou expliquée du modèle, les variables exogènes ou explicatives sont les suivantes: APDt, OUVt, INFt, INVt, APDt2, APDtxOUVt et Y,t-1. Les signes attendus sont récapitulés dans le tableau ci-dessous:

Tableau 1: Signes attendus de l'équation APD-croissance économique

Variables exogènes	Signes Attendus
APD	(+/-)
OUV	(+)
EPA	(+)
INF	(+/-)
INV	(+)
Y_{t-1}	(-)
APD^2	(-)
APDxOUV	(+/-)

Déduction de l'efficacité de l'APD et l'Ouverture commerciale.

Pour simplifier: supposons que la croissance économique est fonction de l'aide et l'ouverture commerciale uniquement.

$$Y_t = a_0 + a_1 OUV_t + a_2 APD_t + \varepsilon_t$$

Nous faisons l'hypothèse effet de l'aide publique au développement (a2) est fonction du niveau d'ouverture commerciale.

Sous forme mathématique, on peut écrire $\boldsymbol{a_2}$ = c + d*OUV

En remplaçant dans l'équation précédente on a :

$$Y_t = a_0 + a_1 OUV_t + (c + d*OUV)\, APD_t + \varepsilon_t$$

$$Y_t = a_0 + a_1 OUV_t + c\, APD_t + d\ OUV\ *APD_t + \varepsilon_t$$

On considérant les coefficients de l'équation dynamique on a:

$$Y_t = b_0 + b_3 OUV_t + b_5 APD_t + b_7 APD_t.OUV_t + \varepsilon_t$$

© 2017 Global Journals Inc. (US)

Par identification $a_1 = b_3$; c= b_5 et d= b_7

Il y a un impact interactif si et seulement si b7 est significatif. Si tel est le cas, le lien entre l'efficacité de l'Aide publique au développement et l'Ouverture commerciale est défini comme suit:

$$\text{Efficacité de l'APD} = b_5 + b_7 * \text{OUV}$$

b) Méthodes d'estimations des paramètres du modèle.

La procédure d'estimation se fera en trois étapes. D'abord, nous vérifions la stationnarité des séries, ensuite nous faisons un test de cointégration pour examiner l'existence d'une relation de long terme et enfin, nous procédons à l'estimation de cette relation.

➢ Test d'Im Pesaran et Shin (1997, 2002 et 2003)

Pour détecter la présence de racine unitaire sur des données de panel, le test de Dickey Fuller Augmenté (DFA) ne peut plus être utilisé car si l'on surestime le nombre de retards, la puissance du test DFA est détériorée. Le problème est fondamental si le nombre de retards est sous évalué. Dans ce cas, la para métrisation du modèle ne permet pas de blanchir totalement les résidus, en conséquence de quoi les distributions asymptotiques de DFA ne sont plus valides (Hurlin et Mignon, 2005).

Les premiers tests de racine unitaire sur panels hétérogènes ont été proposés par Im Pesaran et Shin (1997), Manddala et Wu (1999), Breitung (2000) et Levin et Lin Chu (2002). Ces auteurs proposent une statistique de test simple fondée sur la moyenne des statistiques de DFA individuelles. L'une des principales faiblesses des tests de Breitung (2000) et Levin et Lin (2002) réside dans le caractère homogène de la racine autorégressive sous l'hypothèse alternative. Autrement dit, pour ces auteurs, dans un panel de pays donné par exemple, lesdits pays se comportent de façon homogène, ce qui est problématique en réalité.

Sous l'hypothèse alternative H1, les tests d'Im Pesaran et Shin (1997) (IPS) autorisent non seulement une hétérogénéité de la racine autorégressive, mais aussi une hétérogénéité quant à la présence même d'une racine unitaire dans le panel. Les auteurs introduisent un test sous la nomination de t-bar et proposent de tester l'hypothèse nulle $\phi i = 0$ pour toutes valeurs de i contre l'hypothèse alternative $\phi i < 0$ pour i = 1, 2,….., N1 et $\phi i = 0$ pour i = N1+1, N2+2,……., N. Im Pesaran et Shin (2003) ont démontré par simulation de Monte Carlo que leur propre test possède un pouvoir explicatif plus fort que les autres tests de racine unitaire en panel. Nous privilégions donc ce test pour toutes ces raisons.

Si les séries ne sont pas stationnaires, c'est-à-dire que s'il y a existence de racine unitaire, on va employer les tests de Pedroni (1999, 2004) pour tester la présence de relation de cointégration entre le commerce (exportation et importation) et les variables exogènes au détriment des tests d'Engle et Granger (1987).

➢ Test de cointégration

Tout comme les tests IPS (2003), les tests de Pedroni (1999, 2004) prennent en compte l'hétérogénéité par le biais de paramètres qui peuvent différer entre les individus. Une telle hétérogénéité peut se situer à la fois au niveau des relations de cointégration et au niveau de la dynamique de court terme. Ainsi, sous l'hypothèse alternative, il existe une relation de cointégration pour chaque individu du panel. La prise en compte d'une telle hétérogénéité constitue un avantage puisqu'en pratique, il est rare que les vecteurs de cointégration soient identiques d'un individu à l'autre du panel (Abida, 2011).

La mise en œuvre des tests de Pedroni nécessite au préalable d'estimer la relation de long terme ci-dessous:

$$y_{it} = \alpha_i + \delta_i t + \beta_{1i} x_{1,it} + \beta_{2i} x_{2,it} + \cdots + \beta_{Mi} x_{M,it} + \varepsilon_{it}$$

Avec i = 1, ……, N désignant l'individu; t = 1, ……., T et m = 1,……..M.

Les sept tests de Pedroni sont fondés sur les dimensions within ou intra-individuelle (4 tests) et between ou inter-individuelle (3 tests). Ils reposent sur l'hypothèse nulle d'absence de cointégration:

$p_i = 1 \forall i, p_i$ est le terme autorégressif des résidus estimés sous l'hypothèse alternative tels qu'on ait:

$$\varepsilon_{it} = p_i \varepsilon_{it-1} + \mu_{it}$$

Le constat qui se dégage est que le test fondé sur la dimension between est plus général au sens où il autorise la présence d'hétérogénéité entre les individus sous l'hypothèse H1.

Les statistiques de Pedroni suivent une loi normale centrée réduite pour T et N suffisamment importants (Abida, 2011):

$$\frac{Z_{NT} - \mu\sqrt{N}}{\sqrt{v}} \rightarrow N(0,1)$$

Où ZNT, désigne une des sept statistiques normalisées, les valeurs de $\boldsymbol{\mu}$ et $\boldsymbol{v}$ sont tabulées dans Pedroni (1999) et représentent respectivement la moyenne et la variance ajustées. A partir de ces valeurs, il est alors possible de calculer les valeurs critiques relatives à chacun des sept tests.

L'hypothèse nulle testée dans ce test est l'absence de cointégration.

Au cas où les variables du modèle seraient intégrées du même ordre, et qu'on passerait au stade des tests de cointégration, si ces tests concluent que la variable dépendante et les variables explicatives du modèle entretiennent une relation de long terme, il sera

© 2017 Global Journals Inc. (US)

alors pertinent d'envisager de recourir au moindre carré dynamique (DOLS) pour mettre en évidence les relations de court terme et de long terme entre la croissance économique et les variables explicatives. Dans le cas contraire, la méthode d'estimation la plus robuste pour estimer notre modèle tel que spécifié est la méthode des moments généralisés (GMM).

IV. Presentation Des Resultats

Tableau 2: Résultat du test de stationnarité

TEST DE STATIONNARITE (Au seuil de 5%)				
Variables	Dickey-Fuller Augmenté (ADF)		Stationnarité	
	Valeur des Statistiques	Valeur Critique	Oui / Non	Ordre d'Intégration
Y	-2.134348	-1.952910	Oui	I(0)
Y_{t-1}	-2.122898	-1.952910	Oui	I(0)
APD	-2.497015	-1.953858	Oui	I(0)
OUV	-1.996093	-1.956406	Oui	I(0)
INF	-4.040716	-1.952910	Oui	I(0)
EPA	-1.955492	-1.952910	Oui	I(0)
APD*OUV	-2.349072	-1.952910	Oui	I(0)

Le résultat montre que toutes les variables sont stationnaires à niveau, donc nous allons passer directement à l'estimation de notre Modèle par la Méthode des Moments Généralisés qui est la plus efficace pour éviter une régression fallacieuse.

a) Résultats des estimations du modèle de l'impact du commerce extérieur sur l'efficacité de l'APD

Tableau 3: Résultats de l'estimation du modèle de l'impact du commerce extérieur sur l'efficacité de l'APD

Modeles	Estimation avec les variables de contrôle et l'OUV	Introduction de l'APD	Introduction du terme interactif APDxOUV
Variables explicatives	Coefficients (p-value)	Coefficients (p-value)	Coefficients (p-value)
Constante	0.152386 (0.9876)	12.06832 (0.3207)	-20.50927 (0.0700)
Yt-1	0.573367 (0.0000)	0.653262 (0.0000)	0.619543 (0.0000)
IINV	-1.838205 (0.0000)	-2.015065 (0.0000)	-1.433596 (0.0000)
EPA	-5.011343 (0.0000)	-6.011394 (0.0000)	-3.819863 (0.0001)
OUV	14.51544 (0.0000)	12.57130 (0.0000)	15.10656 (0.0000)
INFT	0.131513 (0.0000)	0.113201 (0.0000)	0.144370 (0.0000)
APD		0.422304 (0.0000)	2.369445 (0.0000)
APDxOUV			-0.181871 (0.0000)
R2	0.769339	0.805215	0.845114

© 2017 Global Journals Inc. (US)

Trois équations ont été estimées, le premier modèle est la régression de la croissance sur les variables de contrôle et l'ouverture commerciale(OUV), il ressort que la variation de ses variables indépendants explique à 76,93% la variation de la croissance économique. L'ouverture commerciale a un effet positif et significatif sur la croissance économique. En effet, un accroissement de l'ouverture commerciale de 1% entraine une augmentation de la croissance économique de 14,1%.

En introduisant la variable APD dans l'équation, ce qui donne le second modèle, l'estimation de ce modèle donne un coefficient de détermination de 0,8052. Il ressort que l'aide publique au développement a un impact positif et significatif sur la croissance économique .En effet, une augmentation de l'APD de 1% entraine une augmentation de la croissance économique de 42,23%. On note que l'ouverture commerciale a toujours unimpact positif et significatif sur la croissance économique. L'augmentation de l'ouverture commerciale de 1% entraine une augmentation de la croissance économique de 12.57%. Force est de constater qu'en présence de l'APD, l'effet individuel de l'OUV sur la croissance économique a diminué.

En introduisant dans le modèle précédent le terme interactif APD*OUV, le troisième modèle est spécifié. La variation de la variable explicative de ce modèle explique à 84,51% la variation de la croissance économique qui est la variable dépendante dans ce modèle économétrique.

$$Y_t = -20.509 + 0.619Y_{t-1} - 1.433INV_t - 3.819EPA_t\ 15.106OUV_t + 0.144INFT + 2.369APD_t - 0.1818APDt.OUV_t$$

De cette équation estimée, on déduit la relation suivante:

Efficacité de l'APD = 2,369 - 0,1818OUV

L'effet de l'APD renvoie à l'efficacité de l'APD en termes de croissance économique. il est clair que l'efficacité de l'APD du Cameroun dépend de son niveau d'ouverture commerciale. Plus le pays est ouvert aux échanges commerciaux internationaux moins son APD est efficace.si le Cameroun cesse d'échange avec l'extérieur, une augmentation de 1% de son volume d'APD entrainerait une augmentation de la croissance économique de 2, 36%. Avec un taux de 13,03% d'ouverture commerciale, l'efficacité de l'APD est nulle, au dessus de cette valeur l'APD devient inefficace.

V. Conclusion

Le commerce extérieur a un impact négatif et significatif sur l'efficacité de l'APD au Cameroun. Le solde de la balance commerciale du Cameroun est structurellement déficitaire .l'APD devrait permettre de modifier cette tendance afin d'accroitre son effet sur la croissance économique. La libéralisation commerciale que les pays du Nord impose à certain pays du Sud comme le Cameroun réduit l'efficacité de l'aide publique au développement en termes de croissance économique. Nous plaidons pour la cohérence de la politique de l'APD et la politique Commerciale des pays du Nord à l'égard du Cameroun.

Références Bibliographiques

1. Amewoa A. K., (2008). L'aide publique au développement permet – elle le développement en Afrique subsaharienne, Limoges, presse universitaire.
2. Banque Mondiale (1998), Assessing Aid: What Works, What Doesn't, and Why, Oxford University Press, New York.
3. Burnside C. et Dollar D., (1997), «Aid, Policies, and Growth», World Bank Policy Research working paper, vol. 1777, pp 1-52.
4. Burnside C. et Dollar D., (2000), «Aid, Policies, and Growth», American Economic Review, vol. 90, N0. 4, pp 847-868.
5. Charnoz O. et Severino J-M., (2007), «L'aide publique au développement», Paris, Editions La Découverte, 122 p.
6. Chauvet L. et Guillaumont P., (2007), «Aid, Volatility and Growth Again. When Aid volatility matters and when it does not», CERDI, Etudes et Documents, may, 20p.
7. Collier P. et Dollar D., (2002), «Aid Allocation and Poverty Reduction», European Economic, Review, vol. 46, N0. 8.
8. Dalgaard C-J., Hansen H. et Tarp F., (2004), «On the empirics of foreign aid and growth», The Economic Journal, 114, juin, pp 191-216.
9. Denkabe P., (2003), «Policy, Aid and Growth: A Threshold Hypothesis», Department of Economics, New York university, December.
10. Dollar D. et Easterly W., (1999), «The Search for the Key: Aid, Investment and Policies in Africa », Journal of African Economies, vol. 8, N0. 4, pp 546-477.
11. Dollar D. et Levin V., (2006), «The increasing Selectivity of Foreign Aid, 1984 – 2008 », World Development, vol. 34, N0. 12, pp 2034 – 2046.
12. Guillaumont P. et Chauvet L.,(2001), «Aid and Performance: A Reassessment », Journal of Development Studies, vol. 37, N0. 6.
13. Hansen H. et F. Tarp (2001), «Aid and Growth Regressions», Journal of Development Economics 64 (2).
14. Lensink R. et Morrissey O., (2000), « Aid instability as a measure of uncertainty and the positive impact of aid on growth », Journal of Development Studies, vol. 36.

© 2017 Global Journals Inc. (US)

15. Lensink R. et White H. (2000), «Assessing Aid: A Manifesto for Aid in the 21st Century?» Oxford Development Studies 28(1).
16. MINEPAT (2014), Rapport du DAD-CAMEROON sur l'Aide au Développement.
17. Nafiou M., (2009), « Impact de l'aide publique au développement sur la croissance économique du Niger », Revue africaine de l'intégration, vol 3. N0. 2, octobre.
18. Nyoni T., (1997), «Foreign aid and economic performance in Tanzania», AERC Working Paper No 61, Nairobi.
19. Rajan, R. G., & Subramanian, A. (2008). Aid and growth: What does the cross-country evidence really show?. The Review of Economics and Statistics, 90(4), 643-665.
20. Séverine B., (2004), «Efficacité de l'Aide et Développement. Le Cas de l'Asie de l'Est», Thèse de Doctorat ès Sciences Economiques, Université de la Méditerranée.
21. Severino J-M. et Debrat J M., (2010), «L'aide au développement », éditions le Cavalier bleu.

© 2017 Global Journals Inc. (US)